

PRÉFÈTE DE LA LOIRE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Rhône-Alpes

Unité Territoriale de la Loire

Saint-Étienne, le 29 JAN 2015

Référence : UT42-S7-14-G3302A302-GH2511

Affaire suivie par : Guillaume HANRIOT  
guillaume.hanriot@developpement-durable.gouv.fr.

L'inspecteur de l'environnement  
à

Monsieur le directeur  
Société FRANCE BOIS IMPREGNES  
Le Cerizet  
42 210 BOISSET LES MONTROND

OBJET : Étude « interprétation de l'état des milieux » – 2<sup>nd</sup> Campagne  
REFER : Arrêtés préfectoraux du 2 août 2010 et 13 août 2004  
P. J. : Rapport du 25 novembre 2014 (UT42-S7-14-G3302A293-GH2511)

À l'attention de M. DAQUIN

Monsieur le directeur,

Dans le cadre de la réalisation d'une étude d'interprétation de l'état des milieux sur le site FBI exploité à Boisset-les-Montrond, vous avez transmis en janvier 2013 à la DREAL un rapport relatif à la seconde campagne de l'étude d'interprétation de l'état des milieux réalisé par le bureau d'études Artélia.

J'ai l'honneur de vous transmettre, dans le rapport joint en annexe, les remarques que ces documents ainsi que l'inspection réalisée le 20 novembre dernier ont soulevé de la part de l'inspection des installations classées.

Pour l'essentiel, il vous appartient de procéder, dans un délai de 1 mois, à la campagne exceptionnelle de suivi des eaux superficielles du Gand, de réaliser, au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2015, les investigations complémentaires sur les zones ayant accueilli des bois traités non aménagées à cet effet et sur l'alvéole « Alaska » et procéder aux travaux de confinement de l'Alvéole « Alaska », de compléter, avant fin mars 2015, le réseau de surveillance des eaux souterraines en créant les ouvrages nécessaires et de procéder, avant fin avril 2015, à la 1<sup>ère</sup> campagne de surveillance semestrielle des eaux souterraines et superficielles à partir du nouveau réseau de surveillance conformément à l'arrêté préfectoral du 13 août 2004 et aux recommandations formulées dans le rapport ci-joint.

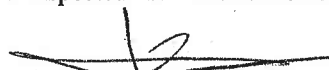
Le constat du dépôt de bois bruts sur des zones non autorisées par l'arrêté préfectoral du 13 août 2014 a conduit l'inspection à proposer à madame la préfète de la Loire de vous mettre en demeure sous un délai de 3 mois de respecter cet arrêté.

Enfin, vous devez également adresser, dans un délai de 15 jours, à la Direction Départementale de la Protection des Populations un courrier rectificatif donnant les informations nécessaires sur le titulaire de l'autorisation d'exploiter du site de Boisset-les-Montrond.

Je vous invite à me communiquer les éléments demandés et à me tenir informé, dans les meilleurs délais, des suites que vous donnerez aux constats et demandes de l'inspection.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

L'inspecteur de l'environnement



Guillaume HANRIOT